

APPEL NATIONAL DU COLLECTIF CREUSOIS **POUR LA DÉFENSE ET LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES** **PUBLICS**

Depuis plus d'un siècle, à la faveur d'innombrables luttes, les Services publics sont devenus, notamment sous leur forme moderne au lendemain de la 2^{ème} guerre mondiale, une part essentielle de l'identité française républicaine.

Grâce au principe du traitement égalitaire du citoyen dans la continuité et l'accessibilité aux services, ils ont permis que la satisfaction des besoins fondamentaux des populations prenne le pas sur les seules logiques de profit et de rentabilité.

D'autres textes dont nous partageons les analyses, expliquent comment, dès la fin des années 60 et partout dans le monde, les grands groupes industriels et financiers transnationaux ont pensé que le rapport de force pour mettre fin à cette situation leur était devenu favorable et ont provoqué la mise en place de gouvernements acquis aux thèses économiques libérales.

Libre circulation des capitaux et des marchandises, mise en concurrence généralisée, privatisation totale ou partielle, recherche du profit maximal, l'Europe libérale s'est construite sur ce credo et en France, depuis des années, les gouvernements successifs se sont peu ou prou inscrits dans cette logique.

Aujourd'hui, sous l'impulsion du MEDEF, c'est à une véritable asphyxie budgétaire des Services publics, voire à leur liquidation, qu'entend procéder la droite au pouvoir.

Dans un département comme la Creuse, la multiplication des attaques, le non respect des contrats et engagements pris, la déstructuration en cours des services et équipements, la précarisation des personnels, hypothèquent gravement l'avenir.

Alors que pour la première fois depuis des décennies, le Département affiche un solde migratoire positif, il doit disposer d'un haut niveau d'équipements et de Services publics pour répondre aux besoins des usagers et faciliter les politiques d'accueil que les collectivités mettent en œuvre.

C'est pourquoi nous sommes de plus en plus nombreux à nous opposer à ce démantèlement contraire à l'intérêt général et vécu comme une maltraitance et une trahison. Les manifestations qui ont lieu depuis ces dernières semaines, les démissions d'élus, sont révélatrices de l'ampleur du malaise qui s'installe au sein de la population et du sentiment d'abandon du monde rural. En même temps, nous savons bien que d'autres départements, les villes et leurs banlieues, souffrent aussi gravement d'une insuffisance de Services Publics.

Aujourd'hui, dans une démarche citoyenne, nous, élus, forces syndicales et associatives, usagers, qui avons décidé de ne plus subir de tels choix de la part de l'Etat et d'entrer collectivement en résistance face aux menaces qui pèsent sur le département, nous appelons de toute la force de notre conviction à une multiplication sur tout le territoire national, des luttes pour la défense et le développement des Services publics et à l'organisation de leur convergence !

Interpellations des Pouvoirs publics, pétitions, manifestations diverses, démission d'élus, aucune forme d'action n'est à elle seule un modèle et chacune a son importance, pourvu qu'elle fasse avancer la conscience du rôle irremplaçable des Services publics dans la construction d'une société plus juste et plus solidaire.

Ce rôle ne peut être pleinement assuré que dans le cadre d'une autre orientation nationale en matière de Services publics et pour être entendus, IL NOUS FAUT LE NOMBRE.

Rassemblons nous sur cette exigence !

Il ne suffit pas de rêver les convergences ; tous ensemble, construisons-les !

Au-delà des nécessaires actions locales pour obtenir un moratoire et stopper l'hémorragie, nous sommes prêts à contribuer à la mise en œuvre collective d'une action nationale d'envergure « pour les Services Publics ».

Ouvrons des perspectives,

Cultivons l'espérance !

Guéret, le 13 novembre 2004